



### **Décision n° 2018-216**

autorisant l'introduction d'alevins à des fins  
de mise en valeur halieutique de lacs  
situés dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU les articles L.331-4-1, L.331-26 et R.331-65 du code de l'environnement,

VU le décret n° 2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que les modalités 1 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté n° 2017-01 en date du 11 janvier 2017 établissant la liste des lacs gérés pour leur mise en valeur halieutique et la liste des lacs qui ne peuvent en faire l'objet pour la période 2017-2019,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée par Monsieur BARLA, directeur de la Fédération départementale de pêche des Alpes-Maritimes en date du 15 mai 2018,

Considérant que la demande de la Fédération départementale de pêche des Alpes-Maritimes porte sur l'introduction d'alevins à des fins de mise en valeur halieutique de certains lacs situés dans le cœur du parc national du Mercantour, ainsi que sur l'héliportage de ces derniers jusqu'aux lacs concernés,

Considérant que la liste des lacs destinés à être alevinés figurant dans la demande est conforme à l'article 1 de l'arrêté n°2017-01 susvisé,

Considérant que l'autorisation d'héliportage peut être instruite séparément de la décision d'alevinage dans la mesure où les bénéficiaires sont distincts,

Décide :

#### **Article 1er :**

la Fédération départementale de pêche des Alpes-Maritimes, représentée par son directeur Monsieur BARLA Christophe et ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisée aux conditions définies aux articles suivants, à procéder à des introductions d'alevins dans certains lacs d'altitude situés dans le cœur du Parc national du Mercantour.

## Article 2 :

La présente autorisation est accordée pour la date du samedi 28 juillet 2018 pour l'alevinage des lacs de la Haute Tinée, de la Moyenne Tinée, de la Vésubie et de la Gordolasque.

En cas d'intempéries, le report de l'opération fera obligatoirement l'objet d'un accord préalable et formel du chef du service territorialement concerné au sein du Parc national.

### *Contacts :*

- service territorial Tinée : 04.93.02.42.27

chef de S.T – OPOLKA Boris ([boris.opolka@mercantour-parcnational.fr](mailto:boris.opolka@mercantour-parcnational.fr))

adjoint du S.T - TURPAUD Anthony ([anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr](mailto:anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr))

- service territorial Vésubie : 04.93.03.23.15

chef de S.T – LOUVET Sébastien ([sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr](mailto:sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr))

adjoint du S.T - PARDI Jean-Luc ([jean-luc.pardi@mercantour-parcnational.fr](mailto:jean-luc.pardi@mercantour-parcnational.fr))

## Article 3 : Sites et modalités d'introduction autorisés

3.1. L'alevinage sera réalisé uniquement à partir des espèces suivantes : Truite Fario – selon souches disponibles au centre piscicole de Roquebillière ;

3.2. L'introduction des alevins est autorisée sur les lacs et selon les quantités suivants :

Lacs autorisés	Nombre alevins de truite fario
Haute-Tinée	
Vens Nord-Est grand (refuge)	5700
Vens Centre moyen (intermédiaire)	2650
Vens Sud-Ouest (inférieur)	700
Marie Grand	1440
Marie Petit	220
Fer	1520
Moyenne-Tinée	
Nègre	3030
Bresses inférieur	400
Tavels	1000
Vésubie	
Besson inférieur (grand)	865
Besson supérieur (petit)	600
Trécoulpas	725
Cabret	310
Gordolasque	
La Fous	1250
Long	4850

3.3. Aucun alevin ne sera introduit dans d'autres pièces d'eau ou torrents situés dans le cœur du Parc national, qui ne figure pas à l'article 3.2.

3.4. Toute introduction autre que d'alevins n'est pas autorisée.

Article 4 : héliportages nécessaires à l'opération

La présente décision ne vaut pas autorisation de survol du cœur de parc national à moins de 1000 mètres du sol par un aéronef motorisé.

Les héliportages nécessaires à l'opération autorisée par la présente feront l'objet d'une décision distincte, délivrée au profit du prestataire des survols.

Article 5 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition des agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou d'agents assermentés et commissionnés compétents en la matière.

Le bénéficiaire devra soumettre les alevins et cubitainers à leur contrôle éventuel.

Article 6 :

Le bénéficiaire adressera au Parc national du Mercantour, dans le délai de 3 mois maximum à compter de l'expiration de la présente autorisation, un compte-rendu des opérations d'alevinage effectuées. Ce compte rendu mentionnera la provenance des souches d'alevins lâchés dans chaque dotation.

Article 7 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 8 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 18 juin 2018

 Le Directeur-Adjoint du  
Parc National du Mercantour  
Laurent SCHEYER